



LES ÉCHOS DU CE

SEPTEMBRE 2014

Présents pour la CGT : Alexandra BOULAY-DUPE (Nantes), Karine CEVAER (Rennes), Jean-Noël ESPIE (Vanves), Catherine GAUBERTI (Caen), Jean-Hervé GUILCHER (Brest), Hervé GUILLERMIC (Vanves), Myriam LIBERT (Rouen), Fernando MALVERDE (Vanves), Sylvain TOCCO (Rouen). **Représentante syndicale :** Fabienne LABIGNE (Nantes).

✓ SITUATION GENERALE DE L'ENTREPRISE

C'est clairement une direction un peu « larguée », que les élus ont eue en face d'eux lors de la réunion de septembre. **On ne connaît toujours pas les arbitrages budgétaires pour 2015, on est en plein brouillard sur les ressources publicitaires**, on n'est pas en mesure de dire quel impact aura la réforme territoriale sur l'organisation de France 3, on « espère » que le rapport Brucy ne servira pas à caler le bureau de Fleur Pellerin mais en tout état de cause on nous dit qu'**aucun commencement de projet d'expérimentation de chaîne de plein exercice ne pourra voir le jour en 2015**, vu le contexte d'élections et de changement de présidence de France Télévisions.

Alors, pour donner le change, **on pavoise sur les opérations spéciales de l'été** : 70 ans du Débarquement, Jeux équestres mondiaux, etc. Et quand des élus rappellent qu'il n'y a pas eu de débriefing avec l'ensemble des salariés après ces opérations et qu'il en faudrait un, ou que les téléspectateurs ont déploré l'absence de retransmissions de moments marquants de la manifestation, le directeur répond : « moi ce que je retiens, c'est que ça a été une belle opération ». Soupir...

Faute de programme, la direction semble adopter la méthode Hollande, celle des commémorations : **long laïus auto-satisfait sur les 50 ans de France 3 Pays-de-la-Loire**, à l'occasion desquels les 2 studios nantais ont été rebaptisés du nom de nos deux collègues Yves Rétif et Max Sire, deux figures de la station disparues dans un accident d'hélicoptère il y a 22 ans, le 25 juillet 1992.

✓ **UNE ANTENNE APPAUVRIE ET DES LOCALES EN SURSIS**

On pensait être parvenus à l'étiage, en termes d'activité dans notre pôle, mais les dispositifs annoncés par la direction sont sans cesse plus faibles. **Les périodes de la Toussaint et de Noël annoncent une antenne plus dégradée que jamais.**

Les élus ont dénoncé une fois de plus l'image désastreuse que donnent les journaux communs ; les exemples sont légion, qui montrent que le choix est purement économique et qu'il fait même fi des principes éditoriaux de base, comme ce fut le cas pour le Débarquement en Normandie : JT séparés en Haute et Basse-Normandie le vendredi 6 juin, mais communs pour cause de mutualisation les 7 et 8 ; un non-sens total.

Ils ont également dénoncé vivement **la politique de la mutualisation, du non-remplacement et de la productivité menée dans les locales**, qui brouille leur image et anéantit toute ligne éditoriale digne de ce nom. Avec un standard de 2 équipes par jour et des sujets faits en amont, on ne peut que se poser la question de l'avenir de ces éditions et du traitement de l'actualité dans celles-ci. Reste à espérer que l'actu chaude prendra elle aussi des vacances...

La direction reconnaît qu'on est arrivés « au bout d'une logique de régulation et de mutualisation. Il faut qu'on réfléchisse à notre mode de consommation et de diffusion sur le territoire pour être plus efficaces. » Et d'ajouter : « Il faut qu'on lève nos tabous, il faut que les gens arrêtent de se sentir propriétaires de telle ou telle chose ».

Clairement **dans le viseur, les éditions locales, dont la direction est décidée à « relancer le chantier »**. Apparemment, il s'agit d'un projet national : « Ce sera une réflexion réseau. Ça va prendre un peu de temps, ça ne se fera pas en janvier ». Selon le directeur délégué à la Coordination éditoriale, « il faut redéployer et repenser l'offre en fonction des nouveaux supports et des nouveaux usages »... « Revoir l'offre », un propos récurrent dans la bouche de M. Le Guennec. Peu de chances que ça aille vers le mieux-disant...

Les conditions de mise à l'antenne, le 10 octobre, d'une PAE sur la Fashion Week en Ile de France suscitent la plus grande suspicion de la part des élus. La direction prétend ne pas connaître le dispositif précis, reste évasive. Apparemment, la PAE sera achetée au privé (MediaTV, spécialisée dans la mode et la Culture) pour 8000 euros et présentée par une ancienne Miss bien connue à la station de Vanves. On notera que c'est déjà MediaTV qui produit la nouvelle émission commune à l'Ile-de-France et à la Normandie, intitulée « Histoire de se balader »... Histoire de se faire balader, non ?

Pas un mot non plus sur la **suppression de la Voix est libre samedi prochain** dans plusieurs antennes du pôle, pour cause de sénatoriales nous dit-on, dans les départements où des sièges sont renouvelables. A la place, d'après les informations glanées après le CE, diffusion d'un documentaire. Encore un coup de canif dans l'activité des antennes.

Quant à la **Télé du matin dans les Pays-de-la-Loire et en Normandie**, silence pudique... Elle n'est plus à l'ordre du jour pour la fin 2014. Fatalement, le lancement d'une émission n'est pas compatible avec la basse activité et l'incitation à écluser les congés. La direction invoque, elle, un droit de regard et de validation sur le contenu éditorial du produit : « Il faut affiner ».

Les élus ont exigé d'avoir une information complète et transparente. Ils ont adopté à l'unanimité une motion en ce sens (voir [ici](#)).

✓ **SITUATION FINANCIERE A FIN JUIN**

A fin juin, la situation budgétaire est tout juste à l'équilibre (56,6M de dépenses sur un budget annuel notifié de 98,2M d'euros).

Le volume de l'emploi est le même qu'en 2013 (833 ETP), mais au dessus de l'objectif (3,4 ETP de plus). La direction dit qu'elle sera à l'objectif à la fin de l'année. **Le taux de précarité a encore baissé d'un point** (11,3%) et la direction dit même tendre vers 11% à la fin de l'année. Vu le solde de congés à écluser, on se demande par quelle mauvaise équation on y parviendra.

Forte augmentation des dépenses de personnel, liée à l'application de l'accord collectif. Le coût salarial par ETP augmente de 6 à 7% sur le 1^{er} semestre.

Forte hausse (6%) des absences non prévisibles (+593 jours), liée notamment à l'augmentation des arrêts de travail pour maladie et maternité (1006 jours sur le 1^{er} semestre). De telles hausses sont souvent regardées comme **un indicateur de l'augmentation des risques psycho-sociaux** dans une entreprise, ce qu'ont rappelé les élus à la direction.

Les recettes commerciales sont en forte baisse, de 14% par rapport à 2013.

Le principe de deux **décrochages en région, le soir après 20h** pour diffuser de la publicité semblait acté pour cette rentrée, mais la direction répond qu'il y a des « problèmes techniques ». On se demande bien lesquels, vu que toutes les régions font déjà quotidiennement ce type de décrochages automatiques sur le Soir 3. Ne faudrait-il pas plutôt dire qu'on est en train de faire marche arrière, **face aux puissants lobbies de la PQR** notamment ?

La direction met en avant la **forte provision pour congés : 2500 jours de retard** pour le pôle par rapport à 2013, ce qui fait en moyenne 3,5 jours par salarié.

Le solde reste le même après l'été, **la direction incite les salariés à poser des jours, mais cela va poser de gros problèmes en termes d'organisation du travail et de fabrication**, ce qu'ont rappelé les élus dans une motion (voir [ici](#)).

Dans les autres pôles, les directions ont accepté la possibilité d'un report de 5 jours sur le mois de janvier. Tout le monde n'est-il pas à la même enseigne ou bien la direction du pôle Nord-Ouest fait-elle du zèle ?

✓ REORGANISATION DU SERVICE FINANCIER DU POLE

Suite au départ à la retraite de la responsable du contrôle de gestion, la direction en profite pour **centraliser l'état-major de la finance à Rennes**. Son poste vient donc d'être pourvu (nomination de Sophie Allaire, venue de la Filière de production) mais à Rennes au lieu de Rouen précédemment.

La direction estime qu'il est important que les responsables de la comptabilité et du contrôle de gestion soient au plus près des principaux dirigeants du pôle. En revanche, les autres salariés restent dans les antennes « au plus près des opérationnels ».

Le service finances du pôle compte 15 personnes, dont 10 comptables et 4 contrôleurs de gestion.

On compte désormais 7 personnes à Rennes (4 comptables et 3 contrôleurs de gestion), 4 à Rouen (3 comptables et 1 contrôlease de gestion) et 4 personnes à Vanves (3 comptables et 1 contrôlease de gestion).

A Rouen comme à Vanves, les contrôleuses de gestion travaillent donc de plus en plus seules, loin de leur responsable hiérarchique. Par ailleurs, **la politique du « zéro CDD » prévaut dans le service finances, elles ne sont donc pas remplacées**.

A terme, dans le courant du 2^e trimestre 2015, le service comptabilité devrait perdre un poste. La direction annonce que la charge de travail devra être répartie entre les 8 salariés restants.

✓ LE PDV DANS LE POLE

Le PDV prévoit 18 départs sur le pôle Nord-Ouest + 1 poste en finance et 2 en RH.

A ce jour, **12 souhaits de départ à la retraite ont été validés** par la commission de suivi du PDV, ainsi qu'un projet extérieur.

✓ ORGANISATION DU TRAVAIL A VANVES

La direction du pôle a reçu les organisations syndicales les 4 et 5 septembre : le 4, seulement la CFDT et le SNJ, signataires du protocole qui a mis fin à la longue grève du

début de l'année ; le 5, toutes les organisation syndicales y compris la CGT non signataire.

La direction annonce que **l'organisation actuellement en vigueur à Vanves est maintenue, « dès lors qu'elle ne génère pas des heures supplémentaires de façon excessive »**... Tout est dans l'appréciation du caractère « excessif », manière de brandir l'épée de Damoclès au dessus de la tête des salariés...

L'organisation du travail actuelle reste une régression pour une partie des techniciens de la station, car elle allonge l'amplitude de travail sans tenir compte des contraintes économiques inhérentes à l'Île-de-France ; un état de fait que la CGT continue de dénoncer.

✓ **A VENIR**

Prochain CE : 10 octobre à Rennes.

Ce sera le dernier CE du mandat. Nous vous rappelons que **les élections professionnelles ont lieu le 14 octobre.**

N'oubliez pas de voter !



Motion sur l'antenne

Devant les réponses évasives concernant l'activité des antennes, les élus demandent que leur soit communiqué au CE d'octobre un plan de charge détaillé, indiquant l'activité en jours hommes pour l'ensemble des programmes mis à l'antenne dans le pôle Nord-Ouest au dernier trimestre 2014.

**Adopté à l'unanimité
CFDT, CGT et SNJ s'associent**

A Vanves, le 19 septembre 2014



Motion sur les congés et l'activité

Les élus du CE France 3 Nord-Ouest expriment les plus vives inquiétudes quant à l'activité du dernier trimestre 2014.

La volonté de la direction de résorber, pour des raisons comptables et sur une période restreinte, un important solde de congés risque inévitablement de perturber largement les organisations du travail et de mettre en péril l'antenne.

Les élus demandent que soit appliquée une mesure de dérogation exceptionnelle permettant d'assurer la transition. Ils souhaitent avant tout que soient privilégiés l'intérêt du spectateur et l'image de notre chaîne.

Adopté à l'unanimité
CFDT, CGT et SNJ s'associent

A Vanves, le 19 septembre 2014